



CHAPITRE 67

Loi modifiant la charte de la cité de Québec

[Sanctionnée le 23 février 1956]

CHAPTER 67

An Act to amend the charter of the city of Quebec

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

Préambule.

ATTENDU que la Chambre de Commerce de Québec, corporation légalement constituée par sanction royale, le 18 mars 1842, loi 4-5 Victoria, chapitre 92, des Statuts du Canada, a, par sa pétition, représenté:

Que la répartition du coût de l'enlèvement de la neige dans la cité de Québec basée sur l'évaluation des terrains seulement semble un mode de répartition inéquitable et préjudiciable pour la grande majorité des industriels et commerçants, contribuables et propriétaires fonciers de la cité de Québec, et, pour la plupart, membres de la Chambre de Commerce de Québec;

Que la répartition du coût de l'enlèvement de la neige dans la cité de Québec basée sur l'évaluation des terrains seulement, a provoqué, dans de nombreux cas, des comptes de neige majorés de cinq cent à mille pour cent;

Que la répartition, basée sur l'évaluation des propriétés immobilières au lieu des terrains seulement, donnerait probablement lieu à des majorations aussi préjudiciables et inéquitables;

Attendu que, par suite de la municipalisation dans toute la cité de l'entretien des rues pendant l'hiver, comme c'est le cas depuis le 10 novembre 1954, le conseil n'a pas les pouvoirs d'établir d'autres modes de répartition qu'un taux uniforme dans toute la cité basé sur l'évaluation des propriétés immobilières ou des terrains seulement;

Preamble.

WHEREAS the Quebec Board of Trade, a corporation legally incorporated by royal assent on the 19th of March, 1842, the act 4-5 Victoria, chapter 92, Statutes of Canada, has, by its petition, represented:

That the apportionment of the cost of snow removal in the city of Quebec, based on land valuation only, seems to be an inequitable method of apportionment, prejudicial to the great majority of the manufacturers and merchants who are taxpayers and real estate owners in the city of Quebec, and most of whom are members of the Quebec Board of Trade;

That the apportionment of the cost of snow removal in the city of Quebec, based on land valuation only, has in many cases led to an increase of from five hundred to one thousand per cent in the snow accounts;

That the apportionment, if based on the valuation of immoveable properties instead of on land only, would probably result in equally prejudicial and inequitable increases;

Whereas, in consequence of the municipalization of the winter maintenance of streets throughout the city, as has been the case since the 10th of November, 1954, the council has not the power to establish any other method of assessment than a flat rate throughout the city, based on the valuation of immoveable properties or of land only;

Attendu qu'il est opportun de modifier la charte de la cité de Québec en vue de permettre au conseil de répartir de façon plus équitable le coût du service de la neige;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le paragraphe 154 de l'article 336 de la loi 19 George V, chapitre 95, remplacé par les lois 8 George VI, chapitre 47, article 8, et 9 George VI, chapitre 71, article 20, et amendé par la loi 15-16 George VI, chapitre 63, article 8, est de nouveau modifié et remplacé par le suivant:

"154. Pour décréter que la cité se chargera, pendant l'hiver, de l'entretien des rues ou de quelques-unes d'entre elles ou de certaines parties desdites rues, ainsi que des trottoirs; pour obliger les personnes tenues à l'entretien des rues et trottoirs pendant l'hiver à rembourser à la cité le coût des travaux d'entretien par elle faits, déduction faite de ce qui doit être payé par The Quebec Railway, Light & Power Company, ou par toutes autres compagnies d'utilités publiques, dans les rues traversées par les voitures de cette compagnie et pour régler le mode de recouvrement et de perception des dépenses faites par la cité à cette fin; et, en attendant le recouvrement, la cité est autorisée à emprunter, par bons du trésor, les montants dont elle aura besoin.

La cité est autorisée à établir par règlement le genre de service qu'elle jugera approprié dans chaque cas.

Le coût de tel entretien pourra être réparti entre les propriétaires riverains de toutes rues, groupes de rues ou zones suivant la longueur de leurs propriétés.

Si le service est municipalisé dans toute la cité, le conseil devra pourvoir aux modes de recouvrement du coût dudit service en répartissant ce coût uniformément dans toute la cité ou par quartier, d'après l'un ou l'autre, ou une combinaison de l'un et de l'autre des modes ci-après énumérés:

a) d'après l'évaluation des propriétés immobilières, comprenant les terrains et

Whereas it is expedient to amend the charter of the city of Quebec with a view to enabling the council to apportion the cost of the snow service more equitably;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Paragraph 154 of section 336 of the act 19 George V, chapter 95, replaced by the acts 8 George VI, chapter 47, section 8, and 9 George VI, chapter 71, section 20, and amended by the act 15-16 George VI, chapter 63, section 8, is again amended and replaced by the following paragraph:

"154. To declare that the city shall undertake, in winter, the upkeep of its streets or of some streets or of certain parts of the said streets, as well as of the sidewalks; to compel the persons obliged to maintain streets and sidewalks in winter to repay to the city the cost of the maintenance work done by the city, after deducting what has to be paid by the Quebec Railway, Light & Power Company or any other public utility companies on such streets as are traversed by such company's vehicles and to regulate the manner of recovering and collecting the expense incurred by the city for that purpose; and, while awaiting recovery, the city is authorized to borrow by means of treasury bonds the amounts it may need.

The city is authorized to establish by-law the kind of service it deems suitable in each case.

The cost of such upkeep may be apportioned between the bordering property-owners of any streets, groups of streets or zones according to the length of their properties.

If such service is municipalized throughout the city, the council must provide for the methods of collecting the cost of the said service by apportioning such cost uniformly throughout the city or by wards, according to either or to a combining of both of the methods hereinafter enumerated:

a. according to the valuation of the immoveable properties, including lands

1929,
c. 95,
a. 336,
p. 154,
remp.

Entretien
des rues
l'hiver.

Genre de
service.

Coût.

Mode de
recouvre-
ment du
coût.

1929,
c. 95,
s. 336,
p. 154,
replaced.

Upkeep-
ing of
streets
during
winter.

Kind of
service.

Cost.

Method
of collec-
ting the
cost.

les bâtisses, ou sur la base de l'évaluation des terrains seulement;

b) en chargeant un prix minimum et maximum d'entretien pour chaque catégorie d'immeubles ou des taux gradués d'après la destination des immeubles;

c) en répartissant le coût du service entre les propriétaires riverains de toutes rues, groupe de rues ou zones d'après la longueur ou la surface des rues en bordure de leurs propriétés.

Base. La répartition du coût de ce service n'aura pas pour effet de lui conférer un caractère de taxe mais le coût sera calculé à un taux basé sur l'évaluation en vigueur durant l'exercice financier au cours duquel le compte deviendra dû et exigible.

Application du taux. Dans le cas des immeubles bénéficiant d'une exemption ou d'une commutation d'évaluation ou de taxes, le taux ci-dessus s'appliquera sur la valeur réelle sans tenir compte de l'exemption ou de la commutation, excepté quant aux biens appartenant aux commissions scolaires catholiques et protestantes, aux hôpitaux, aux hospices et aux biens religieux, évêchés, églises et presbytères et propriétés des communautés religieuses, où le taux ne s'appliquera que sur l'évaluation des terrains.

Évaluation de certaines corporations. Pour les fins du présent article et sujet au paragraphe ci-après, s'il y a lieu, les terrains appartenant aux fabriques et corporations ou institutions religieuses suivantes sont et ont toujours été évaluées à compter du premier mai 1954, aux sommes suivantes respectivement:

Fabrique Notre-Dame de Québec	\$ 75,000.00
Archevêché de Québec	11,190.00
Fabrique de Saint-Roch	168,740.00
Fabrique Notre-Dame de Jacques-Cartier	84,360.00
Couvent de Saint-Roch	75,000.00
Cathedral of the Holy Trinity	84,360.00
St. Matthew's Church	36,400.00

Ententes. La cité est et a toujours été autorisée à conclure de temps à autre avec l'autorité supérieure locale de chaque dénomination religieuse une entente afin de fixer, pour les fins du présent article, l'évaluation des terrains des fabriques, corporations

and buildings, or on the basis of land valuation only;

b. by charging a minimum and maximum maintenance price for each class of immoveables, or rates graduated according to the destination of the immoveables;

c. by apportioning the cost of such service between the bordering proprietors of any street, group of streets or zone according to the length or area of the streets bordering their properties.

Basis The apportionment of the cost of such service shall not have the effect of enduing it with the character of a tax, but the cost shall be calculated at a rate based on the valuation in force during the fiscal year in which the account becomes due and exigible.

Application of rate In the case of immoveables benefitting by an exemption from or commutation of valuation or taxes, the aforesaid rate shall apply on the real value without regard to the exemption or commutation, except as to the property owned by Catholic and Protestant school boards, hospitals, asylums and religious property, bishoprics, churches and rectories and property of religious communities where the rate shall apply on the valuation of lands only.

Valuation of certain corporations. For the purposes of this section and subject to the following paragraph, the lands belonging to the following fabriques and religious corporations or institutions shall and have always been valued as from the first day of May, 1954, at the following amounts respectively:

Fabrique Notre-Dame de Québec	\$ 75,000.00
Archbishopric of Quebec	11,190.00
Fabrique of Saint-Roch	168,740.00
Fabrique Notre-Dame de Jacques-Cartier	84,360.00
Convent of Saint-Roch	75,000.00
Cathedral of the Holy Trinity	84,360.00
St. Matthew's Church	36,400.00

Agreements. The city is and has always been authorized to make from time to time, with the highest local authority of any religious denomination, an agreement establishing, for the purpose of this section, the valuation of the lands of the fabriques, reli-

ou institutions religieuses, ou de certaines d'entre elles, dépendant de telle autorité, de fixer le montant payable à la cité par telles fabriques, corporations ou institutions religieuses ou certaines d'entre elles en compensation du service de déneigement, et de répartir, à la réquisition de telle autorité supérieure locale, toutes sommes dues à la cité pour tel service par telles fabriques, corporations ou institutions religieuses, ou certaines d'entre elles, suivant les directives de telle autorité, et dans tous les cas, les fabriques, corporations ou institutions religieuses mentionnées à l'entente seront liées par icelle et seront redevables à la cité des sommes établies d'après cette entente.

Privèlège. Dans tous les cas, la créance de la cité sera privilégiée au même rang que les cotisations ou taxes municipales.

Fonds de réserve. La cité est autorisée à inclure dans le coût de ces travaux d'entretien un certain montant en vue de créer un fonds de réserve pour stabiliser le coût du service.

**Excep-
tion.** Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux territoires annexés à la cité de Québec après l'adoption de la présente loi, à moins que le conseil ne le décrète par règlement ou résolution."

**Entrée en
vigueur.** 2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

gious corporations or institutions or any one of them that are subject to such authority, the amount payable to the city for such service by such fabriques, religious corporations or institutions or any one of them, and to apportion, at the request of such highest local authority, any sums due to the city for such service by such fabriques, religious corporations or institutions or any one of them, according to the instructions of such highest local authority, and, in every case, the fabriques, religious corporations or institutions mentioned in any such agreement shall be bound by the terms thereof and shall be indebted to the city for the sums calculated in accordance with such agreement.

In all cases the city's claim shall be privileged, ranking with municipal assessments or taxes. **Privilege.**

The city is authorized to include in the cost of such maintenance work a sum to create a reserve fund to stabilize the cost of the service. **Reserve fund.**

The provisions of this section shall not apply to territories annexed to the city of Quebec after the passing of this act, unless the council so orders by by-law or resolution. **Excep-
tion.**

2. This act shall come into force on the day of its sanction. **Coming
into force.**